

**Décret n° 2000-1001 du 16 octobre 2000 modifiant le décret n° 89-571 du 16 août 1989 et relatif à l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier**

NOR : INTM0000036D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, du ministre de l'intérieur et du ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, notamment ses articles 18, 140, 233 et 234 ;

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998, notamment son article 94 ;

Vu la loi n° 90-1247 du 29 décembre 1990 portant suppression de la tutelle administrative et financière sur les communes de la Nouvelle-Calédonie, notamment son article 40 ;

Vu le décret n° 89-571 du 16 août 1989 pris en application de l'article 94 de la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 et relatif à l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier ;

Vu l'avis du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en date des 19 août et 28 octobre 1999 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Le décret du 16 août 1989 susvisé est modifié conformément aux articles 2 à 9 du présent décret.

**Art. 2.** – L'article 1<sup>er</sup> est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Art. 1<sup>er</sup>.** – L'Agence de développement rural et d'aménagement foncier créée par l'article 94 de la loi du 9 novembre 1988 susvisée est un établissement public à caractère industriel et commercial qui participe dans les zones rurales et suburbaines à la mise en œuvre de la politique foncière, d'aménagement et de développement rural dans chaque province de la Nouvelle-Calédonie.

A cet effet, elle procède à toutes opérations d'acquisition et d'attribution en matière foncière et agricole, notamment pour répondre aux demandes exprimées au titre du lien à la terre et engage des actions d'aménagement et de développement économique. »

**Art. 3.** – Le premier alinéa de l'article 2 est ainsi modifié :

I. – Au 2°, les termes : « du territoire » sont remplacés par les termes : « de la Nouvelle-Calédonie ».

II. – Le 4° devient le 5°.

III. – Il est rétabli un 4° ainsi rédigé :

« 4° Trois représentants du sénat coutumier désignés en son sein. »

**Art. 4.** – A la deuxième phrase du deuxième alinéa de l'article 5, les mots : « Le conseil d'administration » sont remplacés par les mots : « Le président du conseil d'administration ».

**Art. 5.** – Le deuxième alinéa de l'article 10 est modifié ainsi qu'il suit :

I. – Les 3°, 4° et 5° deviennent respectivement les 4, 5 et 6.

II. – Il est rétabli un 3 ainsi rédigé :

« 3. Un représentant de chaque aire coutumière située dans le ressort de la province désigné en son sein par le conseil coutumier ; »

III. – Le 6 est remplacé par les dispositions suivantes :

6. Un agent des services de la Nouvelle-Calédonie occupant au moins l'emploi de chef de service désigné par le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. »

**Art. 6.** – A la première phrase du deuxième alinéa de l'article 26, les mots : « de la situation économique et patrimoniale du demandeur » sont remplacés par les mots : « du lien à la terre invoqué par le demandeur, de sa situation économique et patrimoniale. » (Le reste sans changement.)

**Art. 7.** – L'intitulé du chapitre II du titre III est modifié ainsi qu'il suit :

*« CHAPITRE II*

*« Actions d'aménagement foncier et de développement économique »*

**Art. 8.** – L'article 28 est remplacé par les dispositions suivantes :

« **Art. 28.** – Pour l'exécution des actions d'aménagement foncier et de développement économique définies à l'article 1<sup>er</sup>, l'agence agit directement ou en passant des conventions avec des collectivités ou des organismes publics ou privés.

Elle peut notamment :

1° Conduire, sur les terres coutumières, des opérations d'aménagement foncier ;

2° Participer à des actions de développement économique en matière de production agricole, aquacole, forestière ou agro-alimentaire et de commercialisation de cette production ;

3° Etablir et gérer les baux sur terres coutumières pour le compte de tiers ;

4° Contribuer à l'installation d'agriculteurs par des opérations foncières ;

5° Recevoir, instruire et éventuellement liquider, pour le compte et sous le contrôle d'autres organismes de l'Etat ou de collectivités territoriales, les demandes d'aides en matière de développement rural. »

**Art. 9.** – Au premier alinéa de l'article 8, aux premier et quatrième alinéas de l'article 17, les mots : « ministre chargé des territoires d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « ministre chargé de l'outre-mer ».

Au premier alinéa de l'article 18 et à l'article 21, les mots : « des territoires d'outre-mer » sont remplacés par les mots : « de l'outre-mer ».

**Art. 10.** – Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre et l'intérieur, le ministre de l'agriculture et de la pêche et le secrétaire d'Etat à l'outre-mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'intérieur,*  
DANIEL VAILLANT

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,*  
LAURENT FABIUS

*Le ministre de l'agriculture  
et de la pêche,*  
JEAN GLAVANY

*Le secrétaire d'Etat à l'outre-mer,*  
CHRISTIAN PAUL

**Décret du 16 octobre 2000 déclarant d'utilité publique l'acquisition de parcelles nécessaires à l'aménagement de l'îlot Merlan sur le territoire de la commune de Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis)**

NOR : INTB0000261D

Le Premier ministre,  
Sur le rapport du ministre de l'intérieur,  
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment son article L. 11-2 ;  
Vu la délibération du conseil municipal de Noisy-le-Sec en date du 12 avril 1983 ;  
Vu la convention en date du 26 février 1986 entre la ville de Noisy-le-Sec et la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du territoire du département de la Seine-Saint-Denis (SODEDAT 93) ;

Vu la délibération du conseil municipal de Noisy-le-Sec du 17 décembre 1998 sollicitant l'ouverture des enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et parcellaire pour permettre à la SODEDAT 93 d'acquérir les parcelles nécessaires à l'aménagement de l'îlot Merlan ;

Vu l'arrêté du préfet de la Seine-Saint-Denis du 9 février 1999 prescrivant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'aménagement de l'îlot Merlan et d'une enquête parcellaire en vue de déterminer la liste des propriétaires des parcelles cadastrées section AJ 232 et AJ 233 ;

Vu les pièces des enquêtes auxquelles il a été procédé du 29 mars au 16 avril 1999, ensemble l'avis défavorable du commissaire enquêteur ;

Vu la délibération du conseil municipal de Noisy-le-Sec du 24 juin 1999 décidant de maintenir la demande de déclaration d'utilité publique ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Est déclarée d'utilité publique l'acquisition par la Société d'économie mixte d'équipement et d'aménagement du territoire du département de la Seine-Saint-Denis (SODEDAT 93) des parcelles cadastrées section AJ 232 et AJ 233 nécessaires à l'aménagement de l'îlot Merlan, à Noisy-le-Sec, conformément au plan annexé au présent décret (1).

**Art. 2.** – Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées au profit de la SODEDAT 93 dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent décret.

**Art. 3.** – Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 octobre 2000.

LIONEL JOSPIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'intérieur,*  
DANIEL VAILLANT

(1) Ce plan peut être consulté à la mairie de Noisy-le-Sec.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

**Arrêté du 4 octobre 2000 portant création du Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire**

NOR : MENE0002537A

Le ministre de l'éducation nationale et le ministre délégué à l'enseignement professionnel,  
Vu le code de l'éducation ;  
Vu le décret n° 2000-298 du 6 avril 2000 relatif aux attributions du ministre de l'éducation nationale,

Arrêtent :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Il est créé, auprès du ministre de l'éducation nationale, un Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire.

**Art. 2.** – Le Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire est chargé de :

- proposer au ministre de l'éducation nationale les orientations d'une politique claire en matière d'innovation ;
- identifier, soutenir, impulser, expertiser et évaluer des pratiques innovantes en vue d'améliorer la réussite scolaire ;
- mettre en place des moyens d'accompagnement répondant aux besoins des innovateurs de terrain ;
- diffuser largement les pratiques innovantes les plus diversifiées pour qu'elles irriguent le système et contribuent à sa faculté de changement ;

– organiser le débat sur l'innovation avec les responsables du système éducatif, les chercheurs spécialistes, les représentants des associations ou des mouvements pédagogiques, les experts étrangers ;

– remettre chaque année au ministre un rapport sur ses travaux, présentant ses observations et propositions.  
Son champ de compétence s'étend à l'ensemble de l'enseignement scolaire.

**Art. 3.** – Le Conseil national de l'innovation pour la réussite scolaire est présidé par une personnalité désignée par le ministre de l'éducation nationale.

Outre son président, le conseil national comprend quarante membres :

- cinq membres de droit :
  - le directeur de l'enseignement scolaire ou son représentant ;
  - le directeur de la programmation et du développement ou son représentant ;
  - le président du Conseil national de l'évaluation ou son représentant ;
  - le directeur de la technologie au ministère de la recherche ou son représentant ;
  - le directeur de l'Institut national de recherche pédagogique ou son représentant ;
- trente-cinq membres désignés par le ministre de l'éducation nationale, en fonction de leurs compétences en matière d'édu-